

opinions Jeudi 26 septembre 2013

Nourrir le monde en 2050 passe par une agriculture écologique

Par Olivier De Schutter

Seule une agriculture durable, respectueuse des sols et plaçant les paysans locaux au centre du processus de production est à même de garantir la production des biens qui bannira la faim partout où elle est encore présente. Il en va du respect des objectifs que se sont fixés les Nations unies

Réduire de moitié la proportion de personnes sous-alimentées jusqu'à 2015 était l'un des huit Objectifs du millénaire pour le développement établis par la communauté internationale en 2000. Il ne sera pas atteint. Au moins 870 millions d'êtres humains n'ont toujours pas assez à manger. Un enfant sur cinq grandit avec la faim. Et cela dans un monde qui produit d'ores et déjà suffisamment de nourriture pour les 9 milliards d'habitants prévus en 2050!

Il reste encore quelques mois pour se rapprocher un tant soit peu de l'objectif, mais déjà se pose la question: Comment procéder par la suite? La discussion sur les objectifs du développement durable (Sustainable Development Goals – SDGs), à atteindre d'ici à 2030, est en cours. Les chefs d'Etat et de gouvernement se sont rencontrés à ce sujet le 25 septembre à New York.

Vaincre la faim demeure une priorité. Il ne s'agit pas simplement d'offrir assez à manger pour tous. Ce qui est crucial pour l'avenir de l'humanité, c'est aussi de savoir comment on devrait le faire. Il faudrait instituer «la sécurité alimentaire grâce à une agriculture durable» comme un but majeur du développement mondial. Il est urgent d'opérer enfin le changement de cap des politiques agricoles réclamé en 2008 par le rapport mondial sur l'agriculture IAASTD. Le même message a été réitéré par le document final de la conférence Rio+20 «L'Avenir que nous voulons».

Les pratiques largement répandues de l'agriculture industrielle conventionnelle n'ont pas d'avenir. Les variétés à haut rendement avec l'utilisation massive d'engrais, d'eau, de pesticides et d'énergie ont certes permis des rendements impressionnants; mais à long terme, ces méthodes se heurtent à une impasse. D'une part, elles exigent une quantité énorme d'intrants, et d'autre part, elles laissent des sols dégradés, des eaux polluées et une biodiversité réduite. Selon l'IAASTD (Evaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement), largement citée, déjà 1,9 milliard d'hectares sont atteints de dégradation en raison d'une utilisation inappropriée. Ces dommages provoquent des coûts économiques évalués à 40 milliards de dollars par an et entravent l'existence de 1,5 milliard de personnes. De même, l'agriculture industrielle conventionnelle mais aussi certaines formes d'agriculture traditionnelle sont très fortement impliquées dans le changement climatique. Et la population rurale dans les pays en développement reste toujours prise dans le piège de la pauvreté.

Cette forme de production alimentaire doit être remplacée par une agriculture durable qui maintient et restaure la fertilité naturelle des sols, qui ménage l'eau et favorise la biodiversité. Une agriculture durable poursuit des fins économiques et sociales en respectant les limites de notre planète. Le but

visé n'est pas de maximiser à tout prix les récoltes, mais d'assurer un rendement durable et supportable pour l'environnement, suffisant pour nourrir les 9 milliards de personnes qui peupleront notre planète au milieu du siècle. Selon le rapport «Vers une économie verte» publié en 2012 par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), les méthodes durables permettraient d'accroître de 14% les disponibilités alimentaires par habitant en 2050, tout en créant des millions de nouveaux emplois dans les zones rurales, et en atténuant ainsi la pauvreté. Du même coup, l'agriculture pourrait réduire son empreinte écologique.

Les principaux acteurs de ce changement sont les paysannes et les paysans. Au niveau mondial, 70% de la nourriture est produite par des petites exploitations, alors qu'elles n'occupent que 40% des terres arables. Elles seraient à même de nourrir les populations des pays en développement. Mais elles doivent être soutenues pour cela. Elles ont besoin d'une sécurité concernant la propriété ou le droit d'utiliser les terres, un meilleur accès à la formation, à l'information et au marché, des prix équitables pour leurs produits. L'infrastructure rurale et les services sont des facteurs clés qui doivent être pris beaucoup plus au sérieux par les Etats et la coopération internationale.

La situation des femmes doit être particulièrement prise en compte. Les femmes jouent un rôle clé dans la production alimentaire, mais elles gagnent moins et ont moins de droits. En Afrique, selon des estimations de la FAO, une égalité d'accès pour les femmes à l'éducation et aux ressources agricoles permettrait une hausse des récoltes de 20 à 30%.

Un problème qui doit être abordé d'urgence, c'est le gaspillage alimentaire. Plus d'un tiers de la production mondiale est perdu après la récolte. Les pays industrialisés sont particulièrement concernés: chaque année, 222 millions de tonnes de nourriture finissent dans les déchets – l'équivalent de la récolte annuelle de l'Afrique subsaharienne.

Enfin, il faut des relations commerciales équitables. Les règles du commerce agricole doivent être conçues de manière à tenir compte aussi des petits paysans. Ce n'est actuellement pas le cas. Les pays développés doivent changer leur politique de subventions et de commerce extérieur. Les aides publiques liées à la production ainsi que les subventions à l'exportation infligent une concurrence déloyale aux paysans des pays en développement et entravent leur production. Ces versements doivent être convertis en paiements pour services écosystémiques et biens publics. Il faut mettre un terme à l'accaparement des terres (land grabbing) – l'acquisition de surfaces fertiles par de puissants investisseurs financiers au détriment des usagers locaux. Enfin, il faut endiguer la spéculation sur les denrées alimentaires (comme les achats à terme), qui provoque artificiellement des fluctuations de prix.

Selon ces indications, un objectif de développement durable devrait inclure les éléments suivants:

- 1) Lutter contre la faim et la malnutrition sous toutes leurs formes, de sorte que chaque personne puisse jouir d'un droit à une alimentation adéquate en tout temps.
- 2) Veiller à ce que les petits paysans et les autres communautés rurales, en particulier des femmes et des groupes défavorisés, aient un niveau de vie décent et des revenus équitables, et que leurs droits d'accès aux ressources productives telles que la terre et l'eau, ainsi qu'à la propriété, soient protégés partout.
- 3) Opérer un changement de cap vers une agriculture et une chaîne alimentaire qui soient durables, diversifiées et résilientes, afin de protéger nos ressources naturelles et nos écosystèmes. La perte inacceptable de sols fertiles doit être résolument réduite, et les dégradations non évitables doivent être compensées par des mesures de régénération et de restauration.
- 4) Minimiser les pertes et le gaspillage de nourriture de la récolte à la consommation.

5) Mettre en place un processus de décision complet, transparent et équitable pour l'alimentation et l'agriculture aux niveaux mondial, régional, national et local.